

sociétés ont élargi leurs installations au Canada pour desservir le marché nord-américain. Leurs décisions ont renforcé et élargi leur présence au Canada - et ont rendu plus sûrs les emplois de leurs effectifs.

Les critiques du libre-échange ont leurs listes d'entreprises qui ont fermé leurs portes. Ils mentionnent sans cesse le nombre des Canadiens qui se cherchent un emploi ou qui ont perdu leur emploi. Mais il faut comprendre de quoi il s'agit vraiment. Le Conseil des Canadiens a récemment fait l'allégation farfelue que le nombre total des emplois perdus dans les trois dernières années avec le libre-échange est passé à 1,4 million. C'est une affirmation frauduleuse, pour plusieurs raisons. Premièrement, il s'agit d'un chiffre brut. Mais ce qui est pire, des milliers d'emplois qu'il mentionne comme perdus se trouvent dans des secteurs spécifiquement exemptés de l'ALE (comme l'automobile, la bière, le matériel de transport et le matériel de défense) ou dans des secteurs (extraction du minerai de fer, extraction de l'or) où le commerce se fait en franchise de droits depuis des années. Et le nombre qu'il mentionne comprend les emplois perdus dans le secteur de la pêche. Apparemment, même le déclin des stocks de morue a été causé par l'ALE! Le moment est venu de mettre fin à ce «jeu du blâme».

Nos chiffres, supportés par des études indépendantes menées par des organismes aussi respectables que l'Université de Toronto, révèlent que l'ALE a en fait stimulé la croissance, réduit le taux d'inflation et atténué l'effet de la récession.

Des facteurs complexes sont en jeu ici, des facteurs que le Conseil des Canadiens choisit d'ignorer : par exemple, une récession mondiale, l'ajustement structurel aux développements technologiques, la mondialisation de la production et des marchés, et un déclin constant de l'activité manufacturière dans tous les pays de l'OCDE au fur et à mesure qu'ils deviennent des économies de services à forte intensité de connaissances. Le Canada n'est pas à l'abri de ces développements.

Mais plutôt que de me tordre les mains et de blâmer l'ALE pour tous nos maux, je m'attaque aux vrais problèmes et je recherche des solutions réelles. Lorsque je collabore avec les Canadiens pour trouver des solutions, je suis réconforté par les nombreux cas de succès qui me sont rapportés. Ces succès ne font peut-être pas les manchettes, mais ils n'en sont pas moins réels.

Permettez-moi de citer un cas typique. Sit-Rite Products Ltd, un fabricant de mobilier haut de gamme, a décidé de regrouper ses activités à Mississauga et de fermer ses installations à Atlanta. C'est une décision que l'entreprise ne regrette pas. C'est une décision qui avantage ses employés, ses fournisseurs et ses clients. Cette décision a été prise parce que Mississauga offre